

LOÏC DARCEL PORTE LA VOIX DE LA FILIÈRE FRANÇAISE DE L'EAU

Élu à la présidence de la filière française de l'eau, Loïc Darcel, président d'Aqualter, souhaite ancrer le message que le changement climatique impose une révolution de la gestion des ressources en eau.



© Aqualter

L'eau, l'industrie, les nuisances: Élu le 21 septembre dernier à la tête de la filière française de l'Eau, comment comptez-vous marquer la présidence de l'association ?

Loïc Darcel: La Filière Française de l'Eau est une association tout à fait originale puisqu'elle regroupe à la fois des maîtres d'ouvrage et des entreprises sous-traitantes, des constructeurs et des exploitants, des entreprises du secteur privé et du secteur public, des organismes de formation, des laboratoires de recherche.

C'est donc un forum unique pour améliorer la compréhension mutuelle entre les acteurs qui ont parfois des objectifs divergents, et pour faire entendre leurs voix autour de la mission fondamentale qui les réunit: rendre l'eau potable pour la population et déverser dans le milieu naturel une eau qui soit compatible avec la biodiversité aquatique. Dans le cadre de ma mission, j'accorderai une attention particulière pour que ce forum vive et que ce débat ait lieu. Parallèlement, alors que la filière apporte de plus en plus de réponses concrètes et efficaces, qu'elle constitue une filière française d'excellence,

bien positionnée dans une compétition internationale, la réunion de toutes ces compétences doit nous permettre de dire aux pouvoirs publics qu'il faut accélérer le programme d'investissement qui est consacré à l'eau et à l'assainissement pour contribuer significativement aux objectifs climatiques de la France.

EIN: En quoi consiste la vie de la filière française de l'eau ? A-t-elle pâti de la crise sanitaire ?

L.D: L'activité de la filière française de l'eau a probablement été ralentie par la crise sanitaire comme dans toutes les filières. Toutefois, la filière n'a pas été inactive puisqu'elle a signé avec l'état son contrat de filière stratégique en 2019 et l'a complété par un avenant lié aux axes prioritaires du plan France Relance qui devrait être signé dans les prochaines semaines.

Cet avenant prend en compte un certain nombre de préoccupations sur la qualité de l'eau potable et des eaux rejetées dans le milieu naturel avec un volet traitement des micropolluants et des microplastiques. Il a également pour souci de faire face au stress hydrique et de renforcer la quantité d'eau disponible

notamment à travers la réutilisation des eaux usées traitées.

La filière, qui conjugue multi-expertise dans le domaine de l'ingénierie de l'eau, a par ailleurs des besoins de renouvellement très importants. D'ici 2025, elle prévoit de remplacer 7 000 personnes dans toutes les régions. Compte tenu de la diversité des besoins et de la centaine de métiers en tension, elle a pour ambition de recruter des candidats qui devront allier des compétences métiers élargies aux nouvelles problématiques. Les principales propositions en termes de « compétences plutôt que métier » qui ont été formulées par l'Étude prospective emplois, métiers, compétences et formations de la filière française de l'eau en 2020, sont un préalable indispensable pour recruter des candidats capables d'assurer un niveau de service homogène sur tous les territoires. La formation initiale comme la formation continue constituent donc l'un des axes structurants de l'avenant du contrat de filière.

EIN: Vous avez toujours encouragé la proximité avec les élus pour développer des projets concrets d'innovation.

Comment se structure la filière française de l'eau à l'échelle du territoire ?

L.D: Le relai de la filière se fait à travers ses membres et notamment les pôles de compétitivité qui sont un très bon moyen de faire entendre notre voix dans les régions. Une fois l'avenant de contrat de filière signé, une partie du travail sera toutefois de donner plus d'audience à la filière française de l'eau.

Le plan France Relance 2030 démontre en effet que le niveau d'investissement pour cette ressource précieuse n'est pas suffisant. Dans une volonté d'accélérer la transition écologique sur tout le territoire, la filière aura donc le souci de faire mesurer au grand public et au pouvoir public l'enjeu décisif du changement climatique sur nos ressources en eau. C'est en ce sens et face à ce défi que nous devons tous ensemble faire preuve de détermination et d'ouverture d'esprit pour encourager les investissements nécessaires au maintien des infrastructures et aux initiatives novatrices. ●

*Propos recueillis par
Pascale Meeschaert*